

SYRIE

Accord entre gouvernement et Kurdes après de sanglants combats

Le gouvernement syrien et des représentants kurdes se sont mis d'accord hier sur un échange de prisonniers pour consolider la trêve à Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, ont affirmé des sources de sécurité.

De violents combats avaient opposé pendant trois jours les forces kurdes et les combattants prorégime dans cette ville de 220 000 habitants, majoritairement kurdes, contrôlée à la fois par les milices kurdes et par l'armée épaulée par des supplétifs.

«Un accord, intervenu dans la nuit pour ramener le calme à Qamichli, comprend un échange de prisonniers», a affirmé à l'AFP une source kurde. «Il a été décidé de consolider la trêve intervenue vendredi par un échange de prisonniers et de blessés à partir d'hier», a confirmé une source de sécurité du régime.

L'accord a été conclu à l'aéroport de Qamichli entre représentants du gouvernement et ceux des Unités de protection du peuple kurde (YPG, principale force militaire kurde). Les combats entre combattants kurdes et miliciens prorégime avaient éclaté mercredi avec un accrochage à un point de contrôle avant de dégénérer avec l'intervention de soldats et membres des YPG.

L'accord prévoit également la libération par les autorités syriennes de tous les Kurdes qu'il détient dans la ville avant même le début du conflit en mars 2011, selon une source kurde. Leur



Un premier pas vers la paix ?

nombre n'a pas été précisé. Les Kurdes garderont par ailleurs les positions conquises dans la bataille, y compris la prison de la

ville. Les deux parties ont décidé de maintenir des canaux de communication pour régler d'autres questions comme la réduction du

nombre des miliciens prorégime à Qamichli. L'armée et ses supplétifs contrôlent l'aéroport et certains quartiers de Qamichli. Le reste de la province de Hassaké, dans laquelle se trouve Qamichli, est aux mains des YPG qui ont annoncé en mars la création d'une «zone autonome» dans le nord et le nord-est de la Syrie.

Face aux tentatives des terroristes du groupe Daesh pour avancer dans la province de Hassaké, gouvernement et Kurdes avaient fait front commun mais les tensions restent vives entre eux.

La guerre en Syrie implique une multitude d'acteurs et de puissances régionales comme internationales. Elle a fait en cinq ans plus de 270 000 morts et contraint plus de la moitié de la population à fuir son foyer.

Photo : DR

IRAK

Combats entre Kurdes et Turkmènes dans le nord du pays

Les forces kurdes irakiennes et la milice chiite turkmène étaient engagées dimanche dans des combats qui ont fait neuf morts à Touz Khourmatou dans le nord de l'Irak et poussé à la fermeture de l'autoroute vers Bagdad, selon des responsables.

Le contrôle de Touz Khourmatou est partagé entre Kurdes et milices chiites dont celle des Turkmènes depuis le début en 2015 des affrontements entre les deux camps.

La ville fait partie des régions d'Irak revendiquées aussi bien par la région autonome du Kurdistan que par le pouvoir central à Bagdad. Les Turkmènes opèrent au sein des

forces paramilitaires progouvernementales Hachd al-Chaâbi, qui ont aidé les forces gouvernementales à reprendre plusieurs régions au groupe terroriste Daesh. Les affrontements à Touz Khourmatou entre peshmergas et Turkmènes ont débuté vers minuit et se poursuivaient dimanche. Selon Challal Abdel Baban, un responsable kurde

local, un haut commandant peshmerga, un combattant kurde et deux membres des forces turkmènes font partie des neuf personnes tuées. Un responsable de la police de Touz Khourmatou a confirmé le bilan et précisé que l'autoroute vers Bagdad avait été fermée par les forces impliquées dans les combats. Selon Karim Choukour, un responsable kurde, les combats ont éclaté quand une grenade a été lancée sur le QG d'un parti kurde à Touz Khourmatou, blessant des combattants peshmergas. Mais Hachd al-Chaâbi a accusé l'adversaire d'avoir

visé un de leur QG dans la ville. Profitant de la débandade de l'armée irakienne aux premiers mois de l'offensive lancée en juin 2014 par Daesh pour s'emparer de vastes territoires, les forces kurdes avaient pris le contrôle de zones au-delà des frontières de leur région autonome. L'armée a ensuite eu recours aux forces paramilitaires chiites qui l'ont aidé à reprendre du terrain aux éléments de Daesh, avec aussi l'appui de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Daesh contrôle toujours des régions au nord et à l'ouest de Bagdad.

INDONÉSIE

2 morts et 34 blessés dans des conflits entre habitants

Deux personnes ont été tuées et 34 autres blessées hier dans des affrontements entre les habitants dans la province de Papouasie, située à l'extrême-est de l'Indonésie, a annoncé une agence locale de lutte contre les catastrophes.

Dix-huit personnes ont été grièvement blessées dans ces affrontements qui ont débuté le 9 avril, a déclaré Feri Kagoya, directeur des opérations de l'agence locale de lutte contre les catastrophes.

«Les conflits ont été provoqués par une accusation de discrimination dans la distribution des aides financières gouvernementales», a expliqué M. Kagoya.

Près de 100 maisons ont été brûlées et des zones agricoles ont été endommagées dans ces conflits entre les habitants des districts de Gika et de Panaga.

De nouveaux affrontements pourraient toujours éclater, et ce, malgré une cessation des hostilités initiée à la demande de l'armée et de la police, selon M. Kagoya.

La Papouasie abrite des dizaines de groupes ethniques qui sont souvent impliqués dans des conflits meurtriers et des guerres tribales.

ARRESTATION D'UN JOURNALISTE PAR ISRAËL

Le Syndicat des journalistes palestiniens réclame l'intervention du CICR

Le Syndicat des journalistes palestiniens a réclamé dimanche l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour connaître le sort d'un confrère, Omar Nazzal, arrêté par Israël à la frontière avec la Jordanie alors qu'il se rendait à un congrès en Bosnie.

Le secrétariat général du syndicat, dont Omar Nazzal est un des cadres, a rencontré un représentant du CICR dimanche à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie occupée, tandis que les journalistes tenaient un sit-in.

«Nous avons expliqué au CICR qu'il fallait impérativement et rapidement rendre visite à Omar Nazzal

pour connaître les conditions de son arrestation», a expliqué Moussa Chaâr, membre du secrétariat général du syndicat.

Le CICR est la seule organisation internationale habilitée à rendre visite aux Palestiniens détenus par les autorités israéliennes.

M. Nazzal a été arrêté samedi à la frontière entre la Cisjordanie, territoi-

re palestinien occupé depuis près d'un demi-siècle par Israël, et la Jordanie, d'où il devait prendre l'avion pour se rendre à un Congrès de la Fédération européenne des journalistes qui se tient jusqu'à mardi en Bosnie.

D'après son épouse, il a d'abord été retenu au point de passage tenu par les Israéliens avant d'être arrêté. «Je n'ai aucune idée de son sort depuis qu'il m'a annoncé samedi par téléphone avoir été arrêté par Israël, a-t-elle déclaré, citée par l'AFP.

M. Nazzal, âgé d'une cinquantaine d'années, était le rédacteur en

chef de Falestine al-Youm, une chaîne de télévision dont le bureau à Ramallah a récemment été fermé par la force par l'armée israélienne.

Dimanche, le ministère palestinien de l'Information a de nouveau accusé Israël de viser les journalistes palestiniens, rappelant que plusieurs radios locales avaient également été fermées lors de raids violents de soldats israéliens dans leurs locaux.

En mars, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) avait dénoncé les «attaques continues» d'Israël contre les médias palestiniens.

YÉMEN

Quatrième jour des pourparlers de paix à Koweït

Des pourparlers de paix sur le Yémen, sous l'égide de l'ONU, sont entrés hier dans leur quatrième jour à Koweït, a annoncé un porte-parole du médiateur de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed.

La délégation des rebelles Houthis et de leurs alliés et celle du gouvernement yéménite

ont «repris les discussions et entamé la session plénière», a déclaré le porte-parole, Charbel Raji.

Selon une déclaration diffusée samedi soir par l'ONU, les délégations ont parlé de «l'importance d'améliorer les canaux de communication» entre les commissions locales de surveillance de la trêve décrétée le 11 avril et «réaffirmé leur engagement vis-à-vis de la cessation des hostilités». Ismaïl Ould Cheikh

Ahmed s'est voulu optimiste, qualifiant de «prometteuse» l'atmosphère des discussions sur lesquelles «il y a un socle commun pour construire».

La délégation gouvernementale exige que le cessez-le-feu comprenne l'ouverture de passages sécurisés vers toutes les zones en état de siège et la libération des prisonniers. Elle exige aussi que la discussion commence sur le retrait des rebelles de toutes les régions

qu'ils ont conquises depuis 2014 et la restitution des armes à l'Etat, comme le stipule la résolution 2216 de l'ONU.

De son côté, la délégation rebelle réclame l'ouverture d'un processus politique et l'établissement d'un gouvernement d'union nationale, ainsi que l'arrêt immédiat des frappes aériennes de la coalition arabe sous commandement saoudien qui opère au Yémen.

APS